



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/1997/54
13 mai 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Session de fond de 1997
Genève, 30 juin-25 juillet 1997
Point 6 a) de l'ordre du jour
provisoire*

QUESTIONS DE COORDINATION, QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME
ET AUTRES QUESTIONS : RAPPORTS DES ORGANES DE COORDINATION

Rapport d'ensemble annuel du Comité administratif
de coordination pour 1996

RÉSUMÉ

Le présent rapport fait le point du travail accompli par le Comité administratif de coordination (CAC) et ses organes subsidiaires en 1996 et définit les principales questions en matière de coordination qui devront être examinées par les organes intergouvernementaux compétents.

Au cours de l'année écoulée, le CAC a poursuivi l'examen du processus de réforme en cours dans le système des Nations Unies et a adopté une déclaration commune sur la réforme et le renforcement du système des Nations Unies.

Le CAC a également continué à faire porter son attention sur les questions liées au redressement économique et au développement de l'Afrique. Il a lancé l'Initiative spéciale du système des Nations Unies en faveur de l'Afrique au début de 1996 et en en suivant la mise en oeuvre, le CAC s'est tout spécialement attaché à promouvoir un appui efficace et bien coordonné aux actions menées au niveau des pays et à faire en sorte que l'Initiative contribue sensiblement à la réalisation des objectifs du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (résolution 46/151 de l'Assemblée générale, annexe).

Dans le cadre de ses efforts en faveur d'une action efficace et intégrée pour donner suite aux décisions et engagements issus des récentes grandes

* E/1997/100.

conférences internationales, le CAC a contrôlé et orienté les travaux des trois équipes spéciales qu'il avait créées en 1995 pour coordonner le suivi de ces conférences au niveau national.

Par l'intermédiaire de son comité interinstitutions du développement durable, le CAC a continué à assurer le suivi et la mise en oeuvre d'Action 21, notamment grâce à son réseau d'agents de coordination, et a entrepris des préparatifs à l'échelle du système en vue de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'examen d'ensemble et à l'évaluation de la mise en oeuvre d'Action 21 qui doit se tenir en juin 1997.

Avec l'aide de son Comité consultatif pour les questions relatives au programme et aux opérations, le CAC a axé ses travaux concernant les activités opérationnelles de développement sur le suivi de la résolution 50/120 de l'Assemblée générale et a arrêté, au nom du système des Nations Unies, une déclaration commune en faveur d'une mise en oeuvre concertée de ladite résolution.

Dans le cadre de sa contribution au renforcement et à la réforme du système des Nations Unies, le CAC a procédé à une évaluation approfondie de son propre fonctionnement ainsi que de celui de ses organes subsidiaires, réorganisés en 1993, et a adopté un certain nombre de nouvelles mesures pour continuer à renforcer l'efficacité et l'utilité de tous ses mécanismes.

Suite à la demande des organes intergouvernementaux pertinents, le présent rapport comprend des informations à jour sur l'évolution de l'assistance fournie par les organismes des Nations Unies aux pays qui invoquent l'Article 50 de la Charte des Nations Unies.

On trouvera aussi un résumé des nouveaux travaux que le CAC a consacrés aux questions d'administration générale ainsi qu'aux questions budgétaires et financières.

Finalement, des éléments du programme de travail du CAC pour 1997 sont soumis pour information aux organes intergouvernementaux intéressés.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
AVANT-PROPOS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL		4
INTRODUCTION	1 - 6	6
PREMIÈRE PARTIE. PRINCIPAUX PROBLÈMES DE COORDINATION QUE DEVRONT EXAMINER LES ORGANES INTERGOUVERNEMENTAUX	7 - 58	6
I. RÉFORME ET RENFORCEMENT DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES	7 - 13	6
II. REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE	14 - 22	8
III. COORDINATION DU SUIVI DES CONFÉRENCES INTERNATIONALES RÉCENTES	23 - 29	9
IV. PRÉPARATIFS DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE 1997 CONSACRÉE À ACTION 21 .	30 - 31	11
V. ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES DE DÉVELOPPEMENT	32 - 37	11
VI. FONCTIONNEMENT DU COMITÉ ADMINISTRATIF DE COORDINATION ET DE SES ORGANES SUBSIDIAIRES	38 - 40	12
VII. ASSISTANCE AUX PAYS QUI INVOQUENT L'ARTICLE 50 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES	41 - 45	13
VIII. QUESTIONS ADMINISTRATIVES	46 - 58	14
A. Questions de personnel et d'administration générale	46 - 54	14
B. Questions financières et budgétaires	55 - 58	16
PARTIE II. ÉLÉMENTS DU PROGRAMME DE TRAVAIL DU CAC POUR 1997	59 - 66	16

Annexes

I. Déclaration commune du CAC sur la réforme et le renforcement du système des Nations Unies	19
II. Déclaration du CAC concernant l'application de la résolution 50/120 de l'Assemblée générale	24
III. Déclaration du CAC concernant les conditions d'emploi	26

/...

AVANT-PROPOS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le présent rapport couvre les activités menées par le CAC en 1996, alors que je n'étais pas encore Secrétaire général.

L'une de mes premières initiatives, après avoir pris mes fonctions en janvier 1997, a été d'écrire à mes collègues du CAC pour leur dire que je comptais apporter toute mon attention personnelle à mes responsabilités de Président du CAC, et d'oeuvrer en étroite coopération avec chacun d'entre eux pour promouvoir les objectifs de maintien de la paix et de développement qui donnent au système son unité. Le CAC était un symbole important de cette unité, mais plus qu'un symbole, il devrait être un instrument axé sur les politiques et l'action, axé sur le lancement et le suivi d'initiatives conjointes concrètes visant à atteindre des objectifs d'action communs. Il y a eu de toute évidence une progression continue dans ce sens au cours des dernières années, comme l'illustre le présent rapport, et il faudra poursuivre sur cette voie au cours des années à venir.

Dans tous les contacts que j'ai eus depuis lors avec les chefs de secrétariat, je n'ai cessé de souligner qu'en ce moment critique, allant au-delà des résultats obtenus et des réformes entreprises par chacun, les organismes des Nations Unies devaient faire montre de leur capacité collective à l'échelle du système d'améliorer la productivité, de s'adapter et d'évoluer.

En avril dernier à Genève, j'ai présidé la première session ordinaire de 1997 du CAC. Les chefs de secrétariat de tous les organismes des Nations Unies, y compris les institutions de Bretton Woods, y ont assisté. J'ai été vivement frappé par l'esprit de partenariat et la communauté de dessein qui ont marqué cette session et qui ont guidé notre débat sur la réforme et le renforcement des organismes des Nations Unies. Ils ont également animé l'examen des questions de fond inscrites à l'ordre du jour du Comité, depuis le renforcement de la coordination interinstitutions dans les activités de maintien de la paix pour la prévention et la résolution des situations de crise, jusqu'au lancement d'une nouvelle initiative en faveur de l'accès universel aux services essentiels de communication et d'information. L'examen de la suite donnée au sein du système aux décisions antérieures du CAC, qu'il s'agisse du suivi concerté des récentes conférences internationales ou de l'Initiative spéciale du système des Nations Unies en faveur de l'Afrique, a également démontré à l'évidence une détermination renouvelée à intensifier la coopération.

Nous avons conclu qu'il existait de larges possibilités de rationalisation plus poussée de la division du travail au sein du système et d'adoption de mesures propres à en renforcer l'impact et l'image. Dans le cadre de cet effort, nous avons convenu d'un certain nombre de nouvelles mesures pour mettre le CAC mieux à même de diriger au plus haut niveau le processus de modernisation et d'adaptation du système à un environnement politique, économique et social en mutation rapide.

Nous avons également constaté qu'il fallait améliorer les interactions entre le CAC et les organes intergouvernementaux centraux. Cela suppose un certain nombre de modifications, tant qualitatives qu'organisationnelles, concernant notamment la nature et la périodicité des rapports du CAC. Le Comité

examinera des propositions précises à cet égard à sa prochaine session, outre qu'il concentrera son attention sur des mesures propres à resserrer les liens entre le système et la société civile, dans le cadre du processus de réforme en cours.

Je suis sûr que la contribution du CAC à la réalisation des objectifs de la réforme du système des Nations Unies aura de plus en plus de poids. Elle sera à la mesure de la clarté de ses décisions fondamentales et de l'engagement commun qu'elles traduisent, ainsi que de la clarté et de la perspicacité des avis que le CAC donnera aux organes intergouvernementaux.

Par leur coopération au sein du CAC, les chefs de secrétariat doivent donner l'exemple et encourager un véritable travail d'équipe entre les secrétariats des organismes. Une nouvelle culture à l'échelle du système doit naître, fondée sur des consultations systématiques, une décentralisation effective, le respect mutuel des mandats et des compétences, et une évaluation commune des défis à venir et des atouts dont dispose chaque organisme du système pour les relever.

Cette nouvelle culture au niveau des secrétariats devra être complétée par un effort délibéré de la part des gouvernements pour se concerter et coordonner leurs positions sur les politiques et les programmes au sein des organes directeurs des divers organismes, et par un souci véritable de définir ces positions en tenant compte des intérêts de l'ensemble du système, dont elles devront servir l'efficacité et l'autorité.

En dernière analyse, la réforme ne sera utile que si toutes les parties (gouvernements et secrétariats) assument leurs responsabilités respectives et jouent entièrement leurs rôles.

INTRODUCTION

1. Le présent rapport porte sur les activités menées par le Comité administratif de coordination (CAC) en 1996.
2. L'Assemblée générale ayant demandé dans sa résolution 50/227, que des améliorations soient apportées au mode de présentation des rapports d'ensemble annuels du Comité, plusieurs modifications ont été introduites dans le présent rapport, qui est en deux parties.
3. La première partie appelle l'attention des organes intergouvernementaux intéressés sur diverses questions de coordination que le CAC a étudiées à ses deux sessions annuelles de 1996, découlant notamment de ses travaux sur la réforme et le renforcement de l'ensemble du système des Nations Unies, l'appui fourni au redressement économique et au développement de l'Afrique dans le cadre de l'Initiative spéciale du système des Nations Unies en faveur de l'Afrique, la contribution du système au suivi concerté des récentes grandes conférences internationales et les préparatifs à l'échelle du système de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à un examen et à une évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre d'Action 21.
4. Les activités entreprises par les organismes du système pour mettre en oeuvre la résolution 50/120 de l'Assemblée générale sur les activités opérationnelles de développement sont aussi traitées dans la première partie, qui comprend également des renseignements sur les faits nouveaux concernant l'examen du fonctionnement du CAC et de ses organes subsidiaires.
5. En outre, compte tenu du mandat que lui avait donné le Comité du programme et de la coordination (CPC) à sa trente-sixième session (voir A/51/16 (Part I), par. 124), la première partie du rapport contient des renseignements sur l'assistance fournie par les organismes des Nations Unies aux pays invoquant l'Article 50 de la Charte. Les questions administratives sont également traitées dans cette section du rapport.
6. La deuxième partie du rapport renferme des informations générales sur le programme de travail du Comité pour 1997.

PREMIÈRE PARTIE. PRINCIPAUX PROBLÈMES DE COORDINATION QUE DEVRONT EXAMINER LES ORGANES INTERGOUVERNEMENTAUX

I. RÉFORME ET RENFORCEMENT DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

7. Dans le cadre de son examen des faits nouveaux influant sur la coopération internationale et le développement, le CAC a procédé en 1996 à un examen systématique de l'orientation des processus de réforme entrepris par les organismes des Nations Unies en fonction des nouveaux besoins et demandes des États Membres et des conséquences en matière de renforcement du système.
8. Dans son examen, le CAC a tenu compte des documents pertinents fournis par les différents groupes d'États Membres, en particulier des communiqués des réunions ministérielles du Groupe des 77 (A/51/471) et du Mouvement des pays non alignés (A/51/473-S/1996/839) et du communiqué adopté au Sommet du Groupe des

/...

Sept à Lyon (France) (A/51/208-S/1996/543), ainsi que des faits nouveaux au niveau des organes intergouvernementaux, notamment la résolution 50/227 de l'Assemblée générale sur les mesures complémentaires pour restructurer et revitaliser l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes, et des travaux des groupes de travail de l'Assemblée générale sur un agenda pour le développement et sur le renforcement du système des Nations Unies. Pour l'examen des aspects administratifs et organisationnels des réformes entreprises par les divers organismes, le CAC a tenu compte des conclusions de la réunion de haut niveau du Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA), organisée spécialement en préparation des débats du CAC sur ce sujet.

9. Les membres du CAC ont estimé que les organismes du système devaient s'en tenir à leurs domaines de compétence propres, tout en s'associant et en collaborant le plus souvent, ce qui permettrait d'optimiser la productivité et, en même temps, de traiter de manière intégrée le nombre croissant de questions interdépendantes qui se posent à l'échelle mondiale et qui appellent des solutions globales.

10. À cette fin également, le CAC a considéré qu'en ayant recours plus systématiquement aux mécanismes de consultation et comités interinstitutions existant au sein du CAC pour des consultations préalables sur les initiatives à prendre en matière de politiques et de programmation, ainsi que sur les programmes de travail proposés, il serait possible d'éviter les chevauchements inutiles, de repérer les lacunes et de collaborer plus étroitement en assurant la complémentarité des actions au stade de l'exécution, une fois les budgets-programmes pertinents approuvés par les organes directeurs respectifs.

11. Les membres du CAC ont considéré la réforme comme un processus continu d'évolution et d'adaptation visant à renforcer l'efficacité générale et la capacité du système de répondre à des besoins en évolution. Il a été constaté que tous les organismes s'étaient résolument engagés dans cette voie, qu'il s'agisse de leur programmation, de leur gestion, de leur politique interne ou des décisions prises au niveau intergouvernemental. Le CAC a souligné qu'il avait, au niveau interinstitutions, un rôle de pointe à jouer dans le processus. Il devait avant tout déterminer, du point de vue de l'ensemble du système, les questions qu'il fallait aborder à l'échelon intergouvernemental, insister pour que les tâches respectives des organismes soient bien définies, de façon à accroître l'efficacité du système, à renforcer la coordination et la coopération des divers organismes dans les activités d'intérêt commun et à mettre au point des modalités souples pour les interventions communes concernant les questions intersectorielles.

12. Le CAC a souligné que la réforme devait tendre en dernier ressort à rationaliser les structures et à renforcer la capacité des organismes d'oeuvrer à la réalisation des objectifs fondamentaux et interdépendants que sont la paix, la démocratie et un développement économique et social respectueux de l'environnement. Par conséquent, il ne fallait certes épargner aucun effort pour réaliser des économies et accroître l'efficacité mais il importait de ne pas perdre de vue le caractère unique de la mission du système des Nations Unies, à savoir la défense de certaines valeurs fondamentales et la réalisation des buts et objectifs du développement à long terme.

/...

13. Compte tenu de ces considérations, le CAC a adopté une déclaration commune sur la réforme et le renforcement du système des Nations Unies dont le texte figure à l'annexe I.

II. REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

14. Le CAC a lancé le 15 mars 1996 l'Initiative spéciale pour l'Afrique à l'échelle du système, qui constitue le témoignage concret de la volonté des organisations du système des Nations Unies d'accroître substantiellement leur appui aux efforts de développement des pays africains.

15. Le CAC a suivi tout au long de l'année les progrès accomplis dans la mise en oeuvre de l'Initiative spéciale, sur la base des rapports du Comité directeur¹, qui observait les progrès réalisés et en informait le CAC, en montrant que l'Initiative contribuait à la fois à améliorer l'impact du système au niveau des pays et à assurer un degré de priorité plus élevé au développement de l'Afrique au niveau international.

16. En orientant les travaux, le CAC a souligné qu'il fallait adapter les stratégies de développement et d'exécution des programmes dans le cadre de l'Initiative aux priorités et aux conditions particulières de chaque pays et prendre pleinement en compte le rôle joué par les organismes et les arrangements intergouvernementaux régionaux et par la société civile. Dans ce contexte, le CAC a noté qu'il était important de promouvoir et entretenir un dialogue véritable entre les représentants du système des Nations Unies (notamment le coordonnateur résident et les équipes de pays de tout le système) et les gouvernements, la société civile et la communauté des donateurs.

17. Se félicitant de l'action entreprise conjointement par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale pour régler les problèmes des pays lourdement endettés, le CAC a constaté qu'une résolution rapide et efficace des problèmes de l'endettement des pays africains était une condition essentielle à l'amélioration des perspectives de développement de ces derniers et contribuerait grandement à l'efficacité des projets et programmes de l'Initiative spéciale.

18. Les chefs de secrétariat ont indiqué qu'ils comptaient mettre à profit toutes les réunions pertinentes de l'année, notamment le Sommet de l'Organisation de l'unité africaine, le Sommet du Groupe des Sept, le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, la réunion de Tidewater et la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), pour mobiliser l'appui des gouvernements africains et de la communauté internationale tout entière. À cet égard, le CAC a souhaité un renforcement des liens entre l'Initiative spéciale et d'autres programmes internationaux, comme l'Alliance for African Industrialization, et avec des programmes bilatéraux en cours.

19. L'une des principales préoccupations du CAC lors de la mise au point de l'Initiative était que la valeur ajoutée de cette dernière soit clairement définie et calculée aux niveaux national et international. Le CAC a également tenu à ce qu'il y ait, dans l'exécution de l'Initiative, une division efficace du travail entre les organismes des Nations Unies, y compris les institutions de

Bretton Woods, et que des stratégies globales de mise en oeuvre permettant d'atteindre des résultats concrets soient élaborées en coopération étroite avec les gouvernements africains tant au niveau national que régional, dans les différents domaines relevant de l'Initiative. Au cours de l'année écoulée, on a notamment préparé, dans 13 pays, des programmes concrets d'investissement sectoriel dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'eau et de la conduite des affaires publiques. Dans le même temps, le CAC a reconnu qu'il était encore nécessaire de développer des programmes ayant trait à certains aspects majeurs de l'Initiative, comme les moyens de subsistance durables dans des zones écologiquement marginales, l'atténuation de la pauvreté, les droits de l'homme, la démographie et l'égalité des sexes.

20. Le CAC a souhaité une coopération efficace entre l'Initiative spéciale et les mécanismes mis en place pour promouvoir la coordination du suivi des conférences mondiales et les travaux de ses autres organes subsidiaires, de manière à garantir la complémentarité des efforts, promouvoir les synergies et éviter la création de nouveaux mécanismes, en particulier au niveau régional.

21. Le CAC a également souhaité que l'on tire parti de l'occasion offerte par l'examen à mi-parcours du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 pour renforcer les liens entre celui-ci et l'Initiative, qui pourrait alors devenir un instrument essentiel dans la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour.

22. En dernier lieu, le CAC a insisté pour que le cadre de l'Initiative spéciale soit utilisé non seulement pour renforcer les activités d'aide au développement en cours, mais également pour faire la soudure entre les secours et les activités d'aide au développement dans les pays africains victimes de guerres civiles et de conflits. Il a estimé qu'il était important que, grâce à l'Initiative, tous les pays de la région puissent bénéficier d'un appui mieux concerté de la part du système des Nations Unies.

III. COORDINATION DU SUIVI DES CONFÉRENCES INTERNATIONALES RÉCENTES

23. Le CAC a examiné tout au long de l'année les travaux des trois équipes spéciales interinstitutions² qu'il avait constituées en 1995 pour contribuer à une approche intégrée, à l'échelle du système, du suivi des principales conférences internationales tenues récemment et qui avaient pour objectif principal de s'assurer que les coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies recevraient du Siège un appui sur une base thématique, ce qui leur permettrait à leur tour d'apporter une aide efficace aux gouvernements et aux institutions nationales pour réaliser les objectifs et les engagements pris lors des conférences.

24. Le CAC s'est félicité de la contribution remarquable des trois équipes spéciales pour le renforcement de la collaboration interorganisations, notamment avec les institutions de Bretton Woods. Il a également constaté le vif intérêt et l'appui apporté par les États Membres à cette initiative.

25. Le CAC a décidé de constituer, en plus de ces trois équipes spéciales qui avaient un calendrier précis, et de son Comité interinstitutions du

développement durable (CIDD), un Comité interinstitutions sur les femmes et l'égalité entre les sexes, et l'a chargé d'étudier globalement, à l'échelle du système, tous les aspects de la mise en oeuvre du Programme d'action adopté par la quatrième Conférence mondiale sur les femmes³ et des recommandations sur la parité émanant d'autres conférences internationales, ainsi que les problèmes liés à l'amélioration de la condition de la femme à l'intérieur du système des Nations Unies. Le Comité a tenu deux réunions pendant l'année écoulée. Le CAC a souligné que la création de ce comité ne devait pas préjuger de l'intégration systématique des objectifs découlant de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes dans les travaux des trois équipes spéciales thématiques et de ses autres organes subsidiaires.

26. Le CAC a également pris des mesures visant à intégrer les conclusions de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) dans les travaux des trois équipes spéciales, en particulier de l'Équipe spéciale sur les services sociaux de base pour tous, et a demandé à ses organes subsidiaires permanents d'étudier les conséquences d'Habitat II pour leurs programmes de travail respectifs. En outre, il a également de nouveau demandé aux trois équipes spéciales d'intégrer efficacement dans leur programme de travail les aspects pertinents du suivi de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme.

27. Rappelant que les trois équipes spéciales avaient été conçues comme ayant un calendrier précis, le CAC a demandé que les dispositions voulues soient prises au sein de ses organes subsidiaires pour conserver les améliorations majeures que ces équipes spéciales ont permis d'apporter à la collaboration interorganisations et pour continuer à contrôler l'utilisation faite au niveau national des résultats de leurs travaux, après la fin de leur mandat. Dans cette perspective, le Comité a appelé les coordonnateurs résidents à informer systématiquement toutes les organisations, y compris celles qui n'ont pas de représentants sur le terrain, des faits nouveaux pertinents survenus au niveau national.

28. Le CAC a également examiné les progrès accomplis en matière de collaboration interorganisations au niveau du Projet interorganisations relatif à l'accès universel à des services fondamentaux de communication et d'information, pour lequel il avait invité l'Union internationale des télécommunications (UIT) à servir de chef de file. Soulignant la pertinence du projet par rapport aux travaux des trois équipes spéciales, et par rapport à l'Initiative spéciale pour l'Afrique, le CAC a constaté que le Projet avait en particulier l'avantage de combiner considérations scientifiques et techniques et préoccupations sociales.

29. En dernier lieu, le Comité a abordé les exigences de coopération interorganisations pour le suivi de la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles, dans le cadre de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles.

IV. PRÉPARATIFS DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE 1997 CONSACRÉE À ACTION 21

30. Le CAC a passé en revue les préparatifs interorganisations en vue de la session extraordinaire de l'Assemblée générale de 1997 consacrée à l'examen et à l'évaluation de la mise en oeuvre d'Action 21⁴. Il a demandé au Comité interinstitutions du développement durable d'arrêter et de lui soumettre pour examen la version finale d'une déclaration commune qui serait adressée par le système à l'Assemblée, lors de sa session extraordinaire, et d'y inclure les résultats de l'examen, par le CAC, du fonctionnement du CIDD.

31. Afin d'améliorer l'efficacité de la coopération interorganisations en matière de développement durable, le CAC s'est notamment efforcé, au cours de l'année écoulée, de développer les responsabilités des chefs d'équipe, s'agissant aussi bien de définir des approches communes pour l'exécution de domaines de programmes spéciaux d'Action 21 que de formuler des propositions communes pour examen par la Commission du développement durable. Au cours de l'année, le CAC a également cherché à encourager l'interaction avec les arrangements interorganisations mis en place pour le suivi d'autres conférences récentes des Nations Unies et à étendre systématiquement la portée du système en faisant davantage intervenir les autres organisations intergouvernementales pertinentes, ainsi que les partenaires des grands groupes et des organisations non gouvernementales dans les activités interorganisations organisées dans le cadre du suivi de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement.

V. ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES DE DÉVELOPPEMENT

32. Le CAC, avec l'aide de son Comité consultatif pour les questions relatives aux programmes et aux opérations (CCQPO), a continué à donner la priorité à l'amélioration de la cohérence et de l'efficacité des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement, en ce qui concerne notamment le suivi de la résolution 50/120 de l'Assemblée générale sur l'examen triennal des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies et de la résolution 1996/42 du Conseil économique et social. Le CAC a adopté une déclaration commune soulignant l'importance de l'application efficace et cohérente de ces résolutions. Le texte de cette déclaration est reproduit à l'annexe II.

33. À sa session de fond de 1996, le Conseil était saisi d'un plan d'application de la résolution 50/120 de l'Assemblée générale approuvé par le CAC, qui englobait la mise au point de directives révisées sur le système de coordonnateurs résidents, les notes de stratégie nationale, l'approche-programme et l'exécution nationale.

34. Le CCQPO a procédé à un examen et à une analyse des rapports annuels des coordonnateurs résidents pour 1995 et a formulé des directives pour l'établissement des rapports annuels de 1996. Le Groupe de travail du CCQPO sur le système des coordonnateurs résidents a étudié les améliorations à apporter au processus de sélection des coordonnateurs résidents et d'évaluation des résultats obtenus, la possibilité d'étendre à tout le système des Nations Unies pour le développement l'initiative d'évaluation nationale commune du Groupe

consultatif mixte des politiques, les travaux des comités des bureaux extérieurs et la participation des institutions ne disposant pas de représentants sur le terrain au réseau des coordonnateurs résidents.

35. Le CCQPO s'est également préoccupé, pendant l'année, de promouvoir des programmes communs de formation et d'assurer une utilisation rationnelle des installations du projet d'école des cadres des Nations Unies au Centre international de perfectionnement professionnel et technique de l'OIT à Turin (Italie) dans le cadre de l'effort visant à favoriser les approches à l'échelle du système et les mesures communes. Plusieurs ateliers et programmes de formation opérationnels ont été organisés à Turin pendant l'année à l'intention des coordonnateurs résidents et des cadres supérieurs sur le terrain, ainsi que de fonctionnaires nationaux.

36. Le CCQPO et son Groupe consultatif sur la formation en matière d'activités opérationnelles ont continué à contrôler, évaluer et améliorer les ateliers de coordination sur le terrain offerts aux représentants hors classe du système des Nations Unies sur le terrain ainsi que les activités connexes, y compris des ateliers de suivi dans le pays et des ateliers de renforcement des capacités destinés aux fonctionnaires nationaux.

37. Le CCQPO, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Centre international de perfectionnement professionnel et technique de Turin, a rédigé un manuel de référence pour les activités opérationnelles, couvrant les processus de programmation, le fonctionnement du système des coordonnateurs résidents et des programmes communs de formation.

VI. FONCTIONNEMENT DU COMITÉ ADMINISTRATIF DE COORDINATION ET DE SES ORGANES SUBSIDIAIRES

38. Après avoir passé en revue l'ensemble de ses activités et de ses méthodes de travail, ainsi que la structure de ses organes subsidiaires, le CAC a adopté en 1993 une série de principes et de directives relatifs à son fonctionnement et il a entrepris de simplifier considérablement ses méthodes de travail et celles de ses organes subsidiaires.

39. En 1996, le Comité a procédé à un examen de l'expérience tirée de la réorganisation effectuée en 1993. Les membres du CAC ont constaté que l'efficacité et l'impact du Comité avaient été considérablement renforcés par l'adoption de procédures plus souples et le lancement d'initiatives concrètes comme l'Initiative spéciale en faveur de l'Afrique et par les nouveaux arrangements relatifs à la coordination du suivi des conférences des Nations Unies, au moyen de mécanismes spécifiques dans des délais précis. En outre, l'accent avait été mis au cours de cette période sur la concertation et la coopération concrète en matière de programmes, en particulier avec les initiatives de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) par le biais de consultations directes et plus systématiques entre les chefs de secrétariat et d'arrangements en matière de coopération entre les organisations, en vue d'examiner des questions d'intérêt mutuel.

/...

40. Afin de mettre le CAC mieux en mesure d'évaluer la suite donnée, dans le système, à ses décisions et initiatives, diverses mesures ont été prises au cours de l'année pour fournir à l'ensemble de ses organes un appui plus intégré en matière de secrétariat. Ainsi, les secrétariats financés en commun ont été regroupés à Genève et ils intensifient leur collaboration avec les services des Nations Unies concernés qui assurent le secrétariat du mécanisme interorganisations. La structure et les méthodes de travail de certains des comités consultatifs et autres organes interorganisations ont été améliorées (notamment par la rationalisation des ordres du jour et la réduction de la durée des réunions). Le Sous-Comité du développement rural a été supprimé et remplacé par des arrangements souples en matière de coordination, notamment au niveau des pays.

VII. ASSISTANCE AUX PAYS QUI INVOQUENT L'ARTICLE 50 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES

41. Le Comité du programme et de la coordination a demandé, à sa trente-sixième session, que les rapports annuels du CAC continuent de présenter des informations sur les faits nouveaux concernant l'assistance offerte aux pays invoquant l'Article 50 de la Charte des Nations Unies. Les pays dont il s'agit sont ceux qui subissent particulièrement le contre-coup des sanctions imposées à l'Iraq et à la République fédérative de Yougoslavie. Les informations sur les efforts déployés par les organismes des Nations Unies pour venir en aide aux 21 pays concernés figuraient déjà dans le rapport sur les difficultés économiques particulières que rencontraient ces États à la suite de l'application des sanctions imposées en vertu du Chapitre VII de la Charte (A/48/573-S/26705), établi par le Secrétaire général; elles figurent également dans les quatre derniers rapports d'ensemble du CAC pour les années 1992 à 1995 (E/1993/81, E/1994/19, E/1995/25 et E/1996/18).

42. Les diverses organisations du système des Nations Unies ont apporté leur assistance à huit États subissant le contre-coup des sanctions imposées à la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), afin de les aider à atténuer les conséquences négatives des sanctions, dont la résolution 1074 (1996) du Conseil de sécurité, en date du 1er octobre 1996, prévoit la levée.

43. Dans sa résolution 51/30, l'Assemblée générale a, entre autres, invité de nouveau les institutions financières internationales à continuer d'accorder une attention particulière aux problèmes économiques que connaissent les États touchés dans la période suivant la levée des sanctions, et d'examiner les moyens de mobiliser et de fournir des ressources, afin d'atténuer les incidences négatives des sanctions. Elle a également prié le Secrétaire général de continuer à demander aux États, aux organisations régionales et aux organismes et institutions concernés des Nations Unies des informations sur les mesures qu'ils auront prises pour atténuer les difficultés économiques particulières que connaissent ces États. Le Secrétaire général présentera à l'Assemblée générale, à sa cinquante-deuxième session, un rapport sur l'application de cette résolution, ainsi qu'il y est invité.

44. En application des dispositions de la résolution 50/51 de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1996, et en particulier des dispositions du

/...

paragraphe 3 (voir A/51/33, par. 55), le rapport du Secrétaire général sur la question (A/51/317) décrit les arrangements pris en matière de coopération au sein du Secrétariat pour permettre à ce dernier de s'acquitter des fonctions prévues au paragraphe 3 de la résolution 50/51.

45. Dans sa résolution 51/208, l'Assemblée générale a notamment prié le Secrétaire général de veiller à ce que le mécanisme mis en place en application de la résolution 50/51 informe le Conseil de sécurité et ses organes et de leur faire part rapidement de ses évaluations concernant les effets que les sanctions ont ou pourraient avoir sur les États qui invoquent l'Article 50 de la Charte. Le Secrétaire général présentera à l'Assemblée générale, lors de sa cinquante-deuxième session, un rapport sur l'application de cette résolution, ainsi qu'il y est invité.

VIII. QUESTIONS ADMINISTRATIVES

A. Questions de personnel et d'administration générale

46. En 1996, avec l'appui du Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA), le CAC a examiné les questions d'intérêt commun ci-après : réforme de l'administration, système commun des Nations Unies en matière de traitements, indemnités et autres prestations, rôle et fonctionnement du Corps commun d'inspection (CCI), et sécurité du personnel de l'Organisation des Nations Unies et des personnels associés.

1. Réforme administrative

47. Pour préparer les travaux du CAC sur l'orientation générale du processus de réforme, le CCQA a tenu une réunion de haut niveau consacrée aux aspects administratifs et budgétaires des mesures de réforme engagées dans le système des Nations Unies.

48. Le Comité a constaté que, dans la plupart des organisations, la réforme était un processus continu qui participait des efforts constants d'amélioration de la gestion et de l'exécution des programmes et, en même temps, découlait des nouvelles orientations données aux politiques et aux programmes.

49. Outre qu'elles améliorent l'exécution des programmes, les réformes administratives engagées dans le système visent un ensemble très divers d'objectifs et de domaines; il s'agit notamment d'améliorer le comportement du personnel; de réajuster, adapter ou réduire les besoins en personnel afin de répondre aux nouveaux impératifs opérationnels et de renforcer l'efficacité administrative; d'améliorer les pratiques en matière de contrats et d'engagements; de décentraliser – au niveau hiérarchique et géographique – la prise de décisions et l'administration; de déléguer l'autorité et de responsabiliser davantage les cadres; d'organiser les déplacements de manière plus rationnelle; d'augmenter les revenus (y compris en demandant le paiement des services rendus); et de réduire la durée des réunions et le nombre des documents.

2. Régime commun appliqué par les organisations du système des Nations Unies

50. Les membres du CAC se sont de nouveau déclarés préoccupés par le fait que les traitements des fonctionnaires étaient de moins en moins compétitifs et ils ont insisté sur la nécessité de rétablir des conditions d'emploi concurrentielles.

51. En appelant à une amélioration du fonctionnement de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI), le CAC a souligné que l'on se trouvait à un moment critique de l'évolution du système, et qu'il importait plus que jamais que l'organe chargé de la fonction publique internationale soit efficace et novateur, puisse s'adapter aux nouveaux besoins des organisations et mettre le système mieux en mesure de ne pas se laisser dépasser par l'évolution des méthodes de gestion des ressources humaines, notamment par la mise en place d'un système de rémunérations compétitif et plus souple, mieux adapté et économique. À la même occasion, les membres du CAC ont de nouveau exprimé leur préoccupation au sujet de l'impasse concernant la participation de représentants du personnel aux travaux de la CFPI.

52. Le CAC a adopté une déclaration sur les conditions d'emploi, dont le texte figure à l'annexe III.

3. Corps commun d'inspection

53. Le CAC s'est aussi intéressé, dans une perspective interinstitutionnelle, au CCI. Le Comité a demandé à l'ONU d'inviter l'Assemblée générale, en son nom, à faire procéder à une analyse indépendante du rôle et des fonctions du CCI, portant essentiellement sur l'utilité, l'efficacité et la rentabilité des études réalisées par lui, et contenant les recommandations sur le futur rôle de cet organe, les ressources optimales nécessaires à ses nouvelles fonctions, et les avantages que présenteraient les études effectuées à l'extérieur. Dans l'intervalle, le CAC a demandé à nouveau que le CCI respecte le principe de l'accroissement nominal zéro pour les comptes budgétaires.

4. Sécurité du personnel des Nations Unies et des personnels associés

54. Souscrivant aux vues et recommandations énoncées à la Réunion spéciale sur les questions de sécurité, les membres du CAC ont rappelé qu'il était nécessaire d'assurer un maximum de coordination interorganisations pour ce qui touche aux mesures propres à assurer la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé. Ils se sont félicités de l'introduction de nouvelles mesures, énoncées dans le Manuel de sécurité des Nations Unies, visant à renforcer la sécurité et à améliorer la capacité d'intervention le cas échéant. Ils se sont dits préoccupés par l'effet des restrictions budgétaires sur l'efficacité des mesures de sécurité au niveau interorganisations, en particulier sur le terrain.

B. Questions financières et budgétaires

55. Le CAC a continué de suivre, par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives (questions financières et budgétaires) [(CCA)FB], l'évolution de la situation financière au sein du système des Nations Unies. Les efforts déployés au niveau interorganisations, en vue d'élaborer des normes comptables communes et d'harmoniser la présentation des états financiers, ont également été poursuivis.

56. Un rapport statistique consacré à la situation budgétaire et financière des organismes des Nations Unies, portant sur l'exercice biennal 1994-1995, a été présenté à l'Assemblée à sa cinquante et unième session (A/51/505).

57. Les membres du CAC demeuraient gravement préoccupés par la situation financière critique de l'ONU. En dépit des efforts faits par un certain nombre d'États Membres pour régler leurs arriérés de contribution, qui ont permis, par intermittence, d'améliorer la situation de trésorerie, la situation financière de l'Organisation demeurait très précaire. À la fin de 1996, son solde général de trésorerie se chiffrait à 678 millions de dollars, dont un solde négatif de 196,5 millions de dollars au titre du Fonds général (combinant le budget ordinaire, le Fonds de roulement et le Compte spécial), un montant de 843 millions de dollars au titre des opérations de maintien de la paix et une somme de 31,5 millions de dollars au titre des tribunaux internationaux. Au 31 décembre 1996, 98 États Membres avaient acquitté intégralement leur contribution au budget ordinaire pour 1996. À la fin de 1996, le solde non acquitté des contributions était légèrement inférieur à 2,2 milliards de dollars, dont 510,7 millions de dollars étaient dus au titre du budget ordinaire, 1 633 millions au titre des opérations de maintien de la paix et 7,5 millions au titre des tribunaux internationaux.

58. Un rapport du Secrétaire général portant sur l'élaboration et l'application de normes comptables communes et contenant des propositions pour la poursuite des travaux a été présenté à l'Assemblée générale, à sa cinquante et unième session (A/51/523).

PARTIE II. ÉLÉMENTS DU PROGRAMME DE TRAVAIL DU CAC POUR 1997

59. Le programme de travail du Comité pour la période à venir sera centré sur les questions faisant l'objet du programme de réforme de fond défini dans sa Déclaration commune sur la réforme et le renforcement du système des Nations Unies (annexe I), et en particulier sur les questions suivantes : renforcement des moyens d'alerte rapide dans les situations de conflit et renforcement de la coordination interorganisations dans le domaine du rétablissement de la paix; incidences de la libéralisation et de la mondialisation; action concertée à mener en vue d'éliminer la pauvreté; intervention internationale en réponse aux menaces sur l'environnement mondial; et renforcement des liens unissant le système des Nations Unies à la société civile.

60. Le Comité continuera également de suivre les progrès accomplis dans le cadre de l'Initiative spéciale du système en faveur de l'Afrique, en accordant une attention particulière à la contribution que cette mesure pouvait apporter

/...

en tant que mécanisme de mise en oeuvre du Nouvel ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, ainsi qu'au resserrement des liens entre l'Initiative et certains programmes internationaux et bilatéraux connexes.

61. En 1997, le Comité procédera également à un examen détaillé des progrès accomplis, au sein du système des Nations Unies, dans le cadre des efforts visant à faciliter le suivi coordonné des récentes conférences internationales. L'examen en cours du fonctionnement des organes subsidiaires du CAC, qui fait partie intégrante de la contribution que le Comité doit apporter au processus global de réforme, devrait lui aussi s'achever au cours de l'année.

62. Le CAC examinera aussi les recommandations du Comité interinstitutions sur les femmes et l'égalité entre les sexes, concernant la mise en oeuvre, à l'échelle du système, du Programme d'action adopté à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et la promotion de l'égalité entre les sexes, y compris l'amélioration de la situation des femmes dans les organismes des Nations Unies, et prendra des mesures à ce sujet.

63. La préparation de l'examen quinquennal de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne (voir A/CONF.157/24 (Part I), chap. III), et la célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, activités prévues toutes deux pour 1998, occuperont également une place importante dans le programme de travail du Comité en 1997.

64. En 1997, le CAC accordera également une attention particulière à la suite donnée, au sein du système des Nations Unies, à l'étude sur l'impact des conflits armés sur les enfants, établie par Mme Graça Machel (A/51/306 et Add.1) et à la résolution 51/77 de l'Assemblée générale relative aux droits de l'enfant, en particulier aux sections portant sur les conflits armés et les enfants réfugiés et déplacés dans leur propre pays.

65. En ce qui concerne les questions administratives et de personnel, le Comité continuera d'examiner la question de la revitalisation de la fonction publique internationale, ainsi que le rôle et les fonctions du CCI.

66. S'agissant des questions financières et budgétaires, le CAC continuera de suivre l'évolution de la situation financière des organismes du système et d'examiner les possibilités d'accroître la productivité et d'améliorer les méthodes de gestion. Il s'emploiera aussi à renforcer la coopération entre les organismes des Nations Unies qui utilisent le Système intégré de gestion pour l'exécution de tâches administratives et l'établissement de rapports.

Notes

¹ Le Comité directeur, qui a pour coprésidents l'Administrateur du PNUD et le Secrétaire exécutif de la CEA, est composé de représentants des organisations et organes ci-après : OIT, FAO, UNESCO, OMS, Banque mondiale, PNUD, PNUE, FNUAP, UNICEF, CEA et Département de la coordination des politiques et du développement durable du Secrétariat de l'ONU. Toutes les organisations coordonnant les activités menées dans le cadre de l'Initiative ou y coopérant sont invitées à participer aux travaux du Comité directeur.

/...

² Groupes de travail chargés respectivement des questions suivantes : création d'un environnement propice au développement social et économique (avec la Banque mondiale comme chef de file); emploi et modes de subsistance viables (avec l'OIT comme chef de file); et services sociaux de base pour tous (avec le FNUAP comme chef de file).

³ Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995 (publication des Nations Unies, numéro de vente : 96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexe II.

⁴ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992, vol. I, Résolutions adoptées par la Conférence (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8), résolution I, annexe II.

ANNEXE I

Déclaration commune du CAC sur la réforme et le renforcement
du système des Nations Unies

1. Le Secrétaire général et les chefs de secrétariat de toutes les institutions spécialisées, ainsi que des programmes et fonds des Nations Unies, réunis sous la présidence du Secrétaire général lors de la seconde session ordinaire de 1996 du CAC (New York, 25 et 26 octobre 1996), ont examiné l'orientation générale des processus de réforme en cours au sein des divers organismes des Nations Unies et leur incidence sur le renforcement du système.
2. Ils ont réaffirmé leur volonté individuelle et collective de poursuivre et d'intensifier l'effort de réforme, afin de pouvoir répondre plus efficacement aux besoins en constante évolution des États Membres et de renforcer l'impact de leur action.
3. Les organismes et organes du système des Nations Unies ont su s'adapter à l'évolution du climat international et à celle des exigences des États Membres. Ils ont examiné les orientations de politique générale, séparément et collectivement, et s'emploient à redéfinir les priorités et à recentrer les programmes et les activités, tout en cherchant à accroître l'efficacité et la rentabilité.
4. Leurs efforts sont essentiellement centrés sur les vastes réformes de gestion introduites par les organismes et les organes du système des Nations Unies. Des réformes importantes sont en cours également en ce qui concerne les structures intergouvernementales, et des changements sont en train d'être opérés dans les structures organisationnelles – réexamen des objectifs et stratégies et simplification des structures et processus intergouvernementaux afin de réduire les coûts et d'accroître l'efficacité. Les informations relatives à ces processus sont échangées et seront diffusées dans tout le système des Nations Unies, afin que ces processus puissent se compléter mutuellement et leurs incidences sur d'autres organisations et organes être identifiées et prises en compte, et les pratiques les plus rationnelles être retenues et utilisées à l'échelle du système.
5. Le CAC tient à souligner que la réforme des structures intergouvernementales doit aller de pair avec les réformes de gestion et autres réformes d'ordre organisationnel. La réforme du Secrétariat et la réforme des structures intergouvernementales devraient se renforcer mutuellement et s'influencer réciproquement dans un sens positif. Comme le montre l'expérience d'un certain nombre d'organisations, cette interaction revêt une importance cruciale car c'est de cette manière que la réforme peut véritablement contribuer à l'efficacité d'ensemble des organisations.
6. Au niveau interorganisations, les mesures prises pour améliorer les complémentarités en matière de programmes s'accompagnent d'une intensification des efforts visant à identifier les objectifs prioritaires communs et les thèmes prioritaires et à axer sur eux l'attention; à mettre en place des arrangements conjoints permettant de répondre aux nouveaux besoins; et à harmoniser les politiques et stratégies d'ensemble. Le renforcement de la coordination et de

/...

l'impact des activités au niveau des pays est un objectif fondamental et un moyen d'évaluer les efforts déployés.

7. L'adoption de principes clairement définis pour guider ses travaux et de programmes de travail mieux ciblés et davantage orientés vers l'action a contribué à renforcer progressivement de manière pragmatique l'efficacité du CAC lui-même – seule instance qui rassemble les chefs de secrétariat de tous les organismes et organes du système des Nations Unies, sous la présidence du Secrétaire général. Les structures des mécanismes interorganisations sur lesquelles s'appuie le CAC, et leurs méthodes de travail, qui font davantage appel aux technologies de communication modernes, ont été simplifiées et améliorées. Les mesures adoptées dans ce sens aident le CAC non seulement à appliquer plus efficacement les directives de politique générale émanant des organes intergouvernementaux centraux mais également à prendre à l'échelle interorganisations de nouvelles initiatives concernant les priorités mondiales clefs; ces mesures, qui devront être poursuivies et approfondies, comprennent par exemple la décentralisation des méthodes de travail mises en place pour le suivi d'Action 21, l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique, et les arrangements souples, y compris la création à titre temporaire d'équipes interorganisations, qui ont été établis afin d'aider les pays à prendre des mesures thématiques et coordonnées pour donner suite aux décisions adoptées lors des conférences mondiales tenues récemment. Divers mécanismes communs ont également été mis en place afin d'accroître l'efficacité des actions au niveau du système; on mentionnera le Fonds pour la protection de l'environnement mondial et le Programme commun coparrainé des Nations Unies sur le VIH/sida, qui tous deux doivent tirer parti des synergies existantes sans faire intervenir un trop grand nombre d'entités.

8. Une difficulté à laquelle se heurtent tous les organismes du système réside dans le fait que malgré des contraintes budgétaires de plus en plus fortes, ils doivent continuer à assurer l'exécution des programmes, tout en recentrant les priorités de manière à tenir compte de l'évolution de la demande. Les considérations de rentabilité ainsi que le souci d'utiliser les fonds de la manière la plus productive et de tirer le meilleur parti des ressources affectées à l'exécution des programmes et à la prestation de services présentant un intérêt direct pour les pays demeureront des préoccupations majeures pour les chefs de secrétariat. Il convient toutefois de souligner que la réforme et la revitalisation du système ont pour objectif ultime non pas la réduction des dépenses mais un gain d'efficacité et une meilleure aptitude à répondre aux besoins. Les efforts entrepris n'aboutiront que si les programmes et les activités sont assurés d'un financement sûr et prévisible.

9. Les objectifs de développement et de consolidation de la paix doivent s'inscrire dans une perspective à long terme. Les incidences de la réforme doivent être évaluées dans la même perspective et ne devraient pas être mesurées seulement sur le court terme. Une véritable réforme est un processus et non un phénomène ponctuel. Le consensus réalisé lors des récentes conférences mondiales imprime un nouvel élan à la relance de la coopération internationale aux fins du développement; il permet de mettre en place un cadre cohérent pour l'action à mener, à l'échelle du système, en faveur du développement, qui devrait être considéré comme faisant partie intégrante du processus de réforme.

10. Le mouvement actuel visant à renforcer et réformer le système des Nations Unies est impulsé par la convergence des transformations intervenant dans les domaines politique, économique et social et dans celui de l'environnement qui modifient rapidement et fondamentalement le contexte international. Le programme de réformes du système des Nations Unies doit s'articuler autour d'objectifs de fond et viser principalement à renforcer la capacité du système de relever les nouveaux défis auxquels la communauté internationale se trouve confrontée. Le CAC considère qu'il lui incombe de contribuer activement à ce processus. Sa contribution consistera à clarifier les problèmes qui doivent être examinés à l'échelle du système, à formuler des directives générales appropriées pour faciliter la prise des décisions au niveau intergouvernemental et à renforcer la coordination et la coopération à l'échelle des organismes des Nations Unies, montrant ainsi que les divers organismes qui composent le système peuvent collaborer de manière cohérente et efficace pour répondre à l'évolution des besoins des États Membres.

11. Le CAC a défini un certain nombre de grands objectifs sur lesquels il entend centrer sa contribution au processus de réforme au cours de la période à venir, à savoir notamment :

a) Aider le système des Nations Unies à s'acquitter efficacement des tâches liées aux nouveaux types de conflit et aux situations d'urgence complexes qui caractérisent l'après-guerre froide. Il s'agira en particulier de renforcer ses moyens d'alerte rapide et d'améliorer la coordination interorganisations dans les situations où les opérations de rétablissement de la paix et de maintien de la paix doivent coïncider avec les secours d'urgence, la reconstruction et la relance du développement économique et social. Il faudra également redoubler d'efforts pour assurer l'appui du système tout entier au processus de désarmement, y compris la vérification, et promouvoir avec une vigueur nouvelle l'action menée contre le trafic d'armes, ainsi que le contrôle de la production et de la prolifération des mines terrestres, en vue de leur interdiction définitive;

b) Redoubler d'efforts à l'échelle du système pour analyser les effets de la mondialisation et de la libéralisation de l'économie mondiale, compte tenu aussi bien des vastes possibilités nouvelles en matière de commerce et d'investissement, et de flux informationnels et de transfert de technologie que des risques de marginalisation des pays les plus pauvres et des groupes les plus déshérités au sein des pays. Ces questions sont au coeur des accords visant à renforcer la coopération, en cours d'élaboration au sein du système, par exemple, entre la CNUCED, l'OMC et les institutions de Bretton Woods dans le domaine du commerce et des finances; entre la CNUCED et l'ONUDI dans le domaine des investissements; et entre les institutions financières et commerciales, l'OIT et d'autres institutions spécialisées et les programmes et fonds des Nations Unies en ce qui concerne les liens entre le commerce et les finances, d'une part, et le développement social, de l'autre. Accélérer la mise en place des instruments et de structures, afin d'assurer que tous les pays retireront les plus grands avantages de la mondialisation, et renforcer la coopération technique et les autres formes d'appui au développement des capacités dans ce domaine; ces activités seront des objectifs importants du système au cours de la prochaine période;

c) Mobiliser les organismes du système et coordonner leur action aux fins de réalisation des objectifs primordiaux – l'élimination de la pauvreté et le développement durable axé sur l'individu – dans des domaines clefs, tels que l'élimination de la faim et de la malnutrition, le développement social et l'intégration sociale, l'environnement, la santé, l'éducation, l'emploi et les moyens de subsistance durables, la population, le logement, l'égalité des sexes et les besoins particuliers des enfants. Il est essentiel, dans ce contexte, d'intégrer la parité entre les sexes aux activités et de contribuer à la promotion de la condition de la femme :

i) Le système des Nations Unies est particulièrement bien placé pour élaborer des normes juridiques et internationales et appuyer les conventions internationales en vue d'atteindre les objectifs précis énoncés par la communauté mondiale dans ces domaines, pour susciter les interventions propres à faire progresser la mise en oeuvre de l'ensemble complexe de programmes et de mesures convenus lors des récentes conférences mondiales, et pour contribuer à la création d'un environnement international propice à la croissance et au développement durable;

ii) On s'attachera en particulier à renforcer le rôle joué par les organismes des Nations Unies dans la promotion d'une action nationale efficace en vue de l'élimination de la pauvreté et du développement durable axé sur l'individu, et à accroître l'efficacité et la cohérence de l'appui apporté par le système au niveau des pays, notamment par le biais des coordonnateurs résidents;

d) Appuyer l'action en faveur d'une gestion démocratique efficace des affaires publiques et du respect des droits de l'homme, notamment une action coordonnée à l'échelle du système pour assurer le suivi de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, et pour une intervention concertée face aux nouvelles demandes en matière de renforcement des institutions;

e) Promouvoir le développement du droit international de l'environnement et encourager une intervention internationale efficace en réponse aux menaces sur l'environnement mondial, par le biais de mécanismes novateurs et d'accords de coopération pour résoudre les problèmes clefs – modification du climat, appauvrissement de la couche d'ozone, lutte contre la désertification et préservation de la diversité biologique – et pour répondre aux nouveaux impératifs dans les domaines de l'énergie et des transports;

f) Mobiliser l'ensemble du système face à l'aggravation des problèmes mondiaux – trafic de stupéfiants et toxicomanie et l'apparition de maladies nouvelles ou réapparition de maladies disparues – à la fois en augmentant l'efficacité des programmes communs existants et en introduisant des dimensions nouvelles dans les politiques et programmes existants;

g) Renforcer l'appui à la coopération pour le développement dans le nouvel environnement international, en aidant à redéfinir les objectifs et les priorités et en dynamisant le soutien apporté par le public au financement de cette coopération et en accroissant le rôle du secteur privé;

h) Renforcer les liens entre les organismes des Nations Unies et la société civile et accroître l'utilité des accords de coopération avec les acteurs non gouvernementaux, dans le cadre de l'effort général de démocratisation des relations internationales et de la coopération internationale, et de l'action menée en faveur de l'élimination de la pauvreté et du développement durable.

12. Les chefs d'État et de gouvernement réunis à l'occasion du cinquantenaire de l'ONU, se sont engagés à faire en sorte qu'au XXI^e siècle, l'ONU soit équipée, financée et organisée pour servir efficacement les peuples pour lesquels elle a été créée.

13. Le contexte international actuel offre des possibilités sans précédent en matière de croissance et de développement, et pour la promotion du progrès social et le relèvement du niveau de la vie dans des conditions de plus grande liberté, objectif qui est au coeur des missions des organismes des Nations Unies. En même temps, on assiste à l'émergence de nouveaux problèmes mondiaux. Ils exigent des solutions globales, que les organes et organismes des Nations Unies, oeuvrant ensemble au service de la même cause, sont bien placés pour promouvoir.

14. L'objectif fondamental du processus de réforme en cours est de faire en sorte que les organismes des Nations Unies puissent s'acquitter des tâches qu'ils ont à accomplir de la manière la plus efficace et rentable possible. Les chefs de secrétariat sont déterminés à mener cette action et demandent aux États Membres, lorsqu'ils formulent des directives générales concernant ce processus, de veiller à ce que leurs décisions visent à renforcer véritablement la capacité des organismes des Nations Unies de servir l'humanité.

ANNEXE II

Déclaration du CAC concernant l'application de la résolution 50/120
de l'Assemblée générale

1. Le CAC reconnaît que le système des Nations Unies peut jouer un rôle décisif en aidant les pays en développement à conduire eux-mêmes la gestion de leur propre développement. Tous les chefs de secrétariat membres du Comité s'engagent à coopérer efficacement entre eux et avec leurs homologues nationaux pour que le système des Nations Unies s'acquitte de manière cohérente et efficace de cette tâche particulièrement urgente.
2. Dans ce contexte, le CAC attache la plus grande importance à l'application efficace et cohérente de la résolution 50/120 de l'Assemblée générale. Cette résolution, qui développe la résolution 47/199, représente une mesure pratique importante dans la réforme des activités opérationnelles de développement entreprises dans divers secteurs interdépendants clefs, comme la gestion efficace de ces activités, leur financement, garanti, prévisible et proportionné aux besoins croissants des pays en développement, et la promotion d'une efficacité et d'une cohérence accrues dans la programmation, l'exécution et la gestion au niveau des pays.
3. Le CAC continuera de prendre toutes les mesures nécessaires pour que le système des Nations Unies apporte le meilleur appui possible aux pays bénéficiaires dans leurs efforts de développement. À cette fin, le Comité et ses membres chargés des activités opérationnelles de développement sont déterminés à renforcer leur collaboration par l'intermédiaire des coordonnateurs résidents et à faire en sorte que soient appliquées pleinement et de façon cohérente toutes les dispositions des résolutions 50/120 et 47/199 de l'Assemblée générale, en particulier celles qui ont une incidence directe sur l'efficacité de la coopération du système des Nations Unies en faveur du développement au niveau des pays.
4. Le CAC prendra les mesures requises pour appliquer la résolution 50/120 de manière coordonnée dans le respect du schéma directeur à établir conformément au paragraphe 52 de la résolution, que le Secrétaire général présentera au Conseil économique et social à sa session de fond de 1996. Il sera tenu compte, dans la mise en oeuvre de cette résolution, des décisions du Conseil et des autres organes directeurs concernés.
5. Par l'intermédiaire de son Comité consultatif pour les questions relatives aux programmes et aux opérations et d'autres mécanismes, le Comité publiera des directives relatives au fonctionnement du système des coordonnateurs résidents mises à jour, qui tiendront pleinement compte de l'expérience acquise et traiteront de toutes les mesures visées aux paragraphes 36 à 43 de la résolution 50/120 de l'Assemblée. Les membres du CAC chargés des activités opérationnelles de développement continueront de renforcer le système, notamment en donnant des instructions précises aux représentants résidents et en appuyant les activités de coordination au niveau des pays. En sa qualité de Président du CAC et avec l'appui du coordonnateur spécial du développement économique et social, le Secrétaire général donnera aux coordonnateurs résidents des instructions concernant les mesures à prendre pour renforcer le système.

/...

6. Le Comité attache une importance particulière au fait que toutes les entités du système des Nations Unies doivent travailler dans une optique commune fondée sur une interprétation concertée des principaux éléments de la résolution 50/120. À cette fin, seront élaborées une série de directives actualisées et interdépendantes concernant la note de stratégie de pays, l'approche-programme, l'exécution nationale et le fonctionnement du système des coordonnateurs résidents. En outre, le CAC s'appuiera sur les travaux de ses équipes spéciales chargées du suivi coordonné des conférences internationales pour élaborer les directives opérationnelles à fournir au système des coordonnateurs résidents. À cet égard, on accordera une attention particulière à améliorer la note de stratégie de pays, conformément aux dispositions de la résolution 50/120. Le CAC est résolu à apporter un appui sans réserve et coordonné à l'établissement de la note de stratégie de pays, à promouvoir ce processus et à en appuyer l'exécution, sous la direction des coordonnateurs résidents.

7. Le Comité prendra des mesures pour renforcer le contrôle et l'évaluation des activités opérationnelles et procéder à l'étude d'impact demandée au paragraphe 54 de la résolution 50/120. On s'attachera davantage à harmoniser diverses procédures et à simplifier les conditions imposées aux pays bénéficiaires, tout en renforçant l'obligation de justification.

8. Afin d'utiliser au mieux les ressources disponibles, on continuera, chaque fois que cela sera possible et financièrement avantageux, d'encourager la mise en commun de services et locaux au niveau des pays.

ANNEXE III

Déclaration du CAC concernant les conditions d'emploi

1. Les principes de base concernant les fonctionnaires internationaux, énoncés dans la Charte des Nations Unies, sont dénués de toute ambiguïté : "La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité" (Art. 101, par. 3).

2. En raison des bouleversements qui se produisent dans le monde, les organismes des Nations Unies, plus sollicités qu'ils ne l'ont jamais été, sont amenés à assumer des tâches de plus en plus vastes et à confier à leur personnel des responsabilités de plus en plus importantes. Les fonctionnaires internationaux doivent accomplir des tâches nouvelles, souvent très complexes; ils vivent et travaillent dans des conditions d'insécurité, notamment lorsqu'ils sont employés par des organismes humanitaires, et doivent souvent changer de fonction et de lieu d'affectation.

3. Aujourd'hui plus que jamais, pour répondre aux demandes croissantes de la communauté internationale, le système des Nations Unies doit disposer d'un personnel de très haut niveau. Le CAC a souligné à plusieurs reprises qu'il était indispensable, à cette fin, de rétablir des conditions d'emploi plus compétitives qui permettent aux organismes du système d'attirer et de retenir un personnel de ce niveau.

4. À l'heure actuelle, la plupart des organismes sont confrontés à de graves difficultés financières et travaillent dans des conditions précaires. Nombre d'entre eux ont entrepris de vastes opérations de réforme et de restructuration. Le rétablissement de conditions d'emploi compétitives doit s'inscrire dans le cadre de ce processus nécessaire et être considéré comme un facteur clef dans les efforts visant à accroître la productivité et la rentabilité.

5. Dans la déclaration qu'il a faite devant l'Assemblée générale l'an dernier après avoir examiné le rapport de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI), le CAC a souligné que les incertitudes qui pesaient tant sur la garantie d'un financement prévisible que sur les conditions d'emploi risquaient de compromettre toute possibilité de réforme sérieuse et d'entraver l'exécution des programmes et la prestation de services à fournir aux États Membres et l'exécution des programmes. Le Comité a exhorté l'Assemblée générale à adopter les recommandations de la CFPI, c'est-à-dire à ramener la marge entre les rémunérations à son point médian et à réaménager le barème des traitements, afin de corriger les déséquilibres. Parallèlement, dans le cadre d'une stratégie à plus long terme visant à rendre les organismes des Nations Unies plus compétitifs, les membres du CAC ont demandé que des mesures soient prises, en vue d'actualiser l'application du principe Noblemaire, pour qu'il soit tenu compte des réalités du marché mondial du travail, et d'introduire des innovations afin de motiver le personnel, de récompenser la qualité de l'exécution des tâches et de mieux refléter la dynamique des changements organisationnels en cours.

6. Tout en regrettant que l'Assemblée générale ait décidé, à sa cinquantième session, de ne pas donner suite immédiatement à ces recommandations, le CAC comprend ce qui a motivé sa décision. Conformément à la demande de l'Assemblée, la CFPI a achevé de réexaminer ses recommandations de 1995. Elle a réaffirmé ses recommandations techniques concernant le calcul de la marge et la fonction publique de référence. Les chefs de secrétariat approuvent pleinement ces conclusions et appuient résolument la décision de la Commission de maintenir sa recommandation de ramener la marge entre les rémunérations nettes Nations Unies/États-Unis à son point médian souhaitable. Selon la méthode de calcul approuvée par la CFPI, c'est la deuxième année consécutive que la rémunération nette se situe sous la limite inférieure de la fourchette de 110 à 120 établie par l'Assemblée générale dans sa résolution 40/244 du 18 décembre 1985.

7. Il semble de plus en plus important qu'au cours de la période à venir, des mesures soient prises pour progresser simultanément sur deux fronts; il faudra, d'une part, améliorer l'efficacité et les résultats, y compris au niveau du personnel d'encadrement, et poursuivre les réformes structurelles et administratives; et, d'autre part, que la CFPI adopte les mesures voulues pour rétablir des conditions d'emploi compétitives grâce à la révision du principe Noblemaire. Il faudra s'employer activement à atteindre ces deux objectifs, qui s'inscrivent dans la politique suivie par l'Assemblée générale, de manière à créer une synergie.

8. La grave crise financière que traverse le système des Nations Unies continue de préoccuper gravement les chefs de secrétariat. La recherche de solutions à cette crise doit devenir la priorité pour les États Membres. Les secrétariats, quant à eux, n'épargnent aucun effort pour améliorer leur gestion et mieux maîtriser leurs dépenses, compte tenu des contraintes budgétaires auxquelles ils sont confrontés depuis longtemps, et ont réalisé d'importants progrès à cet égard. Les efforts faits en ce sens se poursuivront. Pour qu'ils portent leurs fruits, il faudra innover et faire preuve de souplesse dans la gestion du personnel, et donner au système les moyens d'attirer, de motiver et de retenir les personnes possédant les plus hautes qualités, afin de continuer d'adhérer aux principes de la Charte concernant la fonction publique internationale. Le CAC est convaincu que les États Membres, représentés à l'Assemblée générale, réaffirmeront leur attachement à ces efforts et continueront de les appuyer.

9. En demandant instamment de donner suite aux recommandations de la CFPI au cours de la présente session, les membres du CAC réaffirment qu'ils sont responsables de la gestion des dépenses de leurs organisations, comme l'a souligné le CAC dans la déclaration sur la question qu'il a faite devant l'Assemblée générale à sa cinquantième session. Le Comité y avait également indiqué que les organisations pouvaient adopter des modalités d'application différentes – en consultation avec les organes directeurs concernés si nécessaire – en tenant compte des contraintes financières et en préservant les ressources allouées aux programmes.

10. En donnant suite aux mesures d'urgence recommandées par la CFPI et en indiquant clairement la voie vers le rétablissement à moyen terme de la compétitivité des rémunérations du système des Nations Unies, l'Assemblée

générale montrerait, d'une part, qu'elle encourage l'adoption, dans le cadre du régime commun, de mesures visant à retenir les fonctionnaires les plus compétents ainsi qu'à motiver le personnel et à en accroître l'efficacité et, d'autre part, qu'elle appuie les réformes en cours, qui sont destinées à modifier les modes de gestion et visent à une efficacité, une productivité et une rentabilité optimales, objectifs auxquels tous les chefs de secrétariat sont fermement attachés.

11. Il est en outre indispensable, pour atteindre ces objectifs, que tous les partenaires participent pleinement au processus de consultation de la CFPI. Alors que les restrictions budgétaires et d'autres mesures affectent la sécurité de l'emploi et les conditions d'emploi, que les réformes se généralisent et que les chefs de secrétariat s'efforcent d'introduire ces changements importants dans le fonctionnement de leurs organisations, il est particulièrement important que la voix du personnel se fasse entendre à tous les niveaux, y compris à la CFPI. L'absence de dialogue avec le Comité de coordination des syndicats et associations autonomes du personnel du système des Nations Unies et la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux (FAFI) constitue une importante lacune à cet égard et entrave gravement l'amélioration de l'administration et la gestion des réformes dans les organisations appliquant le régime commun.

12. Le CAC saisit également cette occasion pour rappeler ses recommandations concernant d'autres aspects du fonctionnement de la CFPI.
